Le Grain de sable
N° 421 – Mardi 06 mai 2003

L'IMAGINATION ET LA GUERRE

Dans ce numéro



1- Dialogue pas imaginaire sur "les ponts" du mois de mai... (Receuilli par Gérard Filoche)
Les rédactions poussent leurs journalistes à enquêter sur ces fameux "ponts" du mois de mai, qui "paralyseraient" l'économie française. C'est un sujet récurent, ce qu'on appelle familièrement un "marronnier" en langage journalistique. Tous les ans ça revient, et les journaux économiques, surtout, s'en emparent, le Medef gémit. Une journaliste d'une grande radio, ne faisant que son devoir de salariée, interroge donc, sur demande de sa rédaction, entre autres, un inspecteur du travail.

2- Financement des retraites : et si les femmes étaient l'avenir des hommes ? (Par Esther Jeffers et Christiane Marty)
La question des retraites est la plupart du temps évoquée de façon générale, avec comme seule catégorie d'analyse celle qui se base sur la distinction entre secteur privé et secteur public. Elle n'est jamais évoquée en considérant les situations différentes des hommes et des femmes, si ce n'est pour rappeler – à des fins parfois suspectes - que l'espérance de vie des femmes est supérieure à celle des hommes.

3- Un Programme pour la paix (Par David Cortright)
Durant ces 6 derniers mois, nous avons assisté à la naissance d'un mouvement mondial contre la guerre tellement grand qu'il a pu sembler capable de faire obstacle aux projets belliqueux des USA . Maintenant que la guerre a commencé, sans l'accord de l' O N U, le mouvement anti-guerre se trouve à un carrefour. Dans le forum présenté ci-dessous, David Cortwright, présente ce que les objectifs du mouvement en faveur de la Paix devraient être à long terme; trois réponses font suite à cette présentation.

4- Au-delà de l'Irak : puissance américaine et pauvreté mondiale (Par Marc Lopatin)
Comme un haut responsable du département de la Défense américain l'a récemment affirmé : “ Pourquoi ne pas utiliser la politique commerciale pour récompenser nos amis, et pour sanctionner ceux dont nous n'avons pas le soutien ? ” Après tout, dans quel autre pays au monde un chef d'Etat peut se permettre de réclamer 75 milliards de dollars en fonds d'urgence pour financer une guerre, tout en assurant une baisse de 350 milliards de dollars d'impôts au profit des riches sur les dix années à venir ? Cela équivaut à dépenser en conflit le PIB des Philippines, en abandonnant des recettes égales au PIB de l'Australie.

Vous avez-rendez-vous avec ATTAC
Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« 1er Mai à Evian » - http://www.attac.info/g8evian/

Dialogue pas imaginaire sur "les ponts" du mois de mai...

Recueilli par Gérard Filoche

Les rédactions poussent leurs journalistes à enquêter sur ces fameux "ponts" du mois de mai, qui "paralyseraient" l'économie française. C'est un sujet récurent, ce qu'on appelle familièrement un "marronnier" en langage journalistique. Tous les ans ça revient, et les journaux économiques, surtout, s'en emparent, le Medef gémit. Une journaliste d'une grande radio, ne faisant que son devoir de salariée, interroge donc, sur demande de sa rédaction, entre autres, un inspecteur du travail.

Question : - Vous ne croyez pas que cette abondance de "ponts", ce ne sont plus des "ponts" mais des "viaducs", c'est exagéré ?

Réponse : - Ah, non, quand on voit le nombre écrasant d'heures supplémentaires faites par les salariés, ce n'est pas de trop qu'ils puissent profiter un peu du printemps et des beaux jours.

- Mais n'y a t il pas d'abus ?
- Oh, non s'il y a des abus c'est que trop peu de salariés ont réellement ces ponts, surtout dans les petites entreprises, dans les bas salaires et les métiers pénibles : dans la majorité des cas, dans le privé, les salariés ont perdu depuis plus de quinze ans leurs "deux jours de repos consécutifs", notamment dans le commerce, mais dans beaucoup de professions de services, et parfois d'industrie.

- Oui, mais, ce mois de mai, cette année, il a trois ponts, parfois de trois ou quatre jours ?
- Il y a des années comme cela ! Et des années ou les jours fériés tombent un samedi. Mais vous savez, seul le 1e 1er mai est un jour férié et chômé (et ce jour-là, il y a des infractions quand même ! Comme si des employeurs méprisaient à ce point le droit du travail qu'ils imposent à des salariés de travailler aussi ce jour-là. Combien payent réellement les majorations prévues ? Ils profitent de leur position dominante et du chantage à l'emploi pour imposer des violations de droit). Les autres jours sont hélas, de moins en moins respectés. C'est quand il y a de bons accords "RTT" grâce à des 35 h bien appliquées, que certaines catégories de salariés profitent de quelques jours de repos groupés. Dans le privé, c'est loin d'être la majorité des cas. Et dans le public, c'est souvent parce que les salariés n'ont pas pu prendre leur congé quand ils le souhaitaient, et les voilà obligés de les prendre avant la fin du mois de mai sous menace de les perdre...

- Mais ça désorganise les activités économiques, même le service public ?
- Ça désorganise... quand ce n'est pas organisé et quand les directions, faute d'effectifs suffisants, sont incapables à la fois de respecter les droits à congé et la continuité du service public. De façon générale, les gains de productivité en France sont parmi les plus élevés au monde, même avec ces fameux "ponts" de mai. Des salariés qui se sentent bien et qui ont des bons congés, c'est bon pour l'économie, pas l'inverse.

- Vous ne croyez vraiment pas que le nombre de jours fériés concentrés en mai est abusif ?
- Écoutez, le 1er mai a été déclaré férié par... Pétain, qui redoutait le sens historique de cette journée de manifestations sociales, mondialisées depuis 1886. L'Ascension et le lundi de Pentecôte sont des fêtes religieuses. Le 8 mai, ce n'est pas le jour "revanchard" de la "victoire contre l'Allemagne" mais celui de la victoire contre le nazisme... Est-ce ce genre de manifestation et de tradition que l'on veut supprimer ?

- Mais n'y a t il pas trop de jours fériés en France par rapport à l'Europe ?
- Non, pas du tout, nous sommes dans une honnête moyenne par rapport aux grands pays qui ont entre 7 et 13 jours fériés. Nous avons onze jours fériés dans l'année, mais cela varie selon qu'ils tombent en semaine ou un week-end. Cela fait des décennies qu'il en est ainsi, et cela n'a pas empêché, au contraire, la France d'être quatre fois plus riche qu'en 1945 et d'être la quatrième puissance industrielle du monde. Ils n'ont donc pas assez de profits, les actionnaires, qu'ils veuillent aussi rogner les jours fériés du printemps ?

- Mais en Italie, ils sont revenus sur leur nombre de jours de congés...
- C'est bien ce que je disais, Berlusconi, comme Raffarin, Fillon, le Medef n'en ont jamais assez, ils veulent revenir sur tout, allonger la durée du travail sur la semaine, casser les 35 h, allonger la durée du travail sur la vie, casser les retraites à 60 ans, nous refaire travailler tous 45 h sans gain de salaire jusqu'à 65 ans...

- Je n'arriverais pas à vous faire dire qu'il y a un problème avec ces "ponts" ?
- Non, le vrai problème, c'est qu'il y ait une délinquance patronale et que dans trop de secteurs, les horaires légaux et conventionnels, les durées maxima "d'ordre public social" ne soient pas respectées. Le vrai problème c'est que les effectifs des services publics et hospitaliers, transports, équipements, par exemple, ne soient pas suffisants. Et puis, je vais vous dire, quelques jours de gagnés sur l'exploitation quotidienne, comme disait Prévert, c'est toujours une belle journée ensoleillée qu'on ne perdra pas à cause du stress et des "flux tendus".

- C'est votre dernier mot ?
- En mai, ce qui va "désorganiser" l'économie, ce ne sera pas les ponts, mais la politique de Raffarin qui va faire qu'il y aura une gréve générale prolongée dans l'éducation nationale et dans de nombreux secteurs, une gréve interprofessionnelle de masse le 13 mai, une montée nationale sur Paris le 25 mai. 21 millions de salariés, 3 millions de chômeurs et de précaires vont dire au gouvernement et au Medef qu'ils veulent travailler, mais pas n'importe comment, pas 45 h jusqu'à 65 ans, pas avec des bas salaires ni des basses retraites tandis que les profits augmentent en flèche.

Contact pour cet article. gerard.filoche@wanadoo.fr

Financement des retraites : et si les femmes étaient l'avenir des hommes ?

Par Esther Jeffers, enseignante-chercheuse en économie à Paris VIII. & Christiane Marty, ingénieure-chercheuse. Membres de la Commission Femmes et mondialisation d'ATTAC

La question des retraites est la plupart du temps évoquée de façon générale, avec comme seule catégorie d'analyse celle qui se base sur la distinction entre secteur privé et secteur public. Elle n'est jamais évoquée en considérant les situations différentes des

hommes et des femmes, si ce n'est pour rappeler – à des fins parfois suspectes - que l'espérance de vie des femmes est supérieure à celle des hommes.

Pourtant, si les régimes de retraite diffèrent effectivement entre les secteurs public et privé, les pensions moyennes des retraités du public et du privé sont finalement bien moins différentes que ne le sont les pensions des hommes et des femmes. Les statistiques mettent en évidence de fortes inégalités entre les sexes en ce qui concerne le montant des pensions, la durée de cotisation, l'âge de départ et la fréquence de la pauvreté (voir encadré ci-dessous).

La réforme préparée par le gouvernement met en avant la nécessaire équité entre public et privé (essentiellement pour imposer au secteur public la même régression que celle qui a déjà touché le privé en 1993). D'une nécessaire équité entre les hommes et les femmes, pas un mot… Non seulement, elle ne fait pas partie des préoccupations du gouvernement, mais la réforme projetée va même à l'encontre d'une plus grande égalité entre les retraites des hommes et des femmes : elle touche en effet spécialement les femmes, comme cela a été le cas de la réforme Balladur de 1993.

Introduire la situation des femmes dans la grille d'analyse permet d'envisager des solutions nouvelles quant au financement des retraites des femmes comme des hommes.

Les régressions contenues dans les mesures Balladur de 1993

Ces mesures qui concernaient le secteur privé ont porté sur l'allongement de 37.5 ans à 40 ans de la durée de cotisation, le passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul de la pension et l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires moyens. Les conséquences en sont très négatives pour les retraités, hommes et femmes, mais les femmes sont plus particulièrement pénalisées. Pourquoi ?

L'allongement de la durée de cotisation de 37.5 à 40 ans est une mesure inefficace financièrement et injuste socialement. Elle est hypocrite dans les objectifs qu'elle affiche: quand plus des 2/3 des salarié-es sont hors emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite, alors que le niveau de chômage est élevé, augmenter la durée de cotisation ne signifie pas qu'ils vont travailler plus longtemps, mais que davantage d'entre eux, et surtout d'entre elles, partiront sans bénéficier du taux plein. En effet, la plupart des femmes n'arrivent déjà pas à obtenir les 37,5 annuités : seulement 39% des femmes retraitées ont pu faire valider une carrière complète contre une grande majorité des hommes (85%). Les carrières des femmes s'allongent progressivement, mais elles demeurent plus courtes que celles des hommes : dans la tranche des plus jeunes retraité-es (60-64 ans), les femmes ne sont encore que 53% à avoir une carrière complète contre 82% des hommes. Ces durées de cotisation incomplètes s'expliquent par le fait que dans les couples, ce sont très souvent les femmes qui s'arrêtent pour élever les enfants. Conséquence de cette situation : elles prennent en moyenne leur retraite 2 ans plus tard que les hommes pour augmenter leur trop faible nombre d'annuités de cotisation et partir avec une meilleure retraite. Lorsque la durée de cotisation n'est pas atteinte, il s'applique un abattement sur le taux de pension – une décote – particulièrement pénalisant : une année manquante se traduit par un abattement de 10% supplémentaire sur la pension. Ces abattements particulièrement injustes touchent essentiellement les femmes du fait de leur carrière courte et du temps partiel : une durée inférieure à 16h par semaine (fréquente parmi les femmes de ménage) ne permet pas d'être validée pour le droit à la retraite.

L'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires moyens, tout comme l'allongement de la durée des cotisations, se traduit par une baisse des pensions. C'est même la mesure qui entraîne la plus grande baisse. Or les pensions des femmes sont déjà parmi les plus faibles. En 2001, les femmes ont touché en moyenne un montant global de pension de 848 € mensuels et les hommes 1461 € (soit 72% de plus que les femmes). En ce qui concerne les seules pensions de droit direct (hors bonification pour enfants et hors réversion) les femmes ont touché 650 € et les hommes 1383 € (soit plus du double). Plus les retraitées sont âgées, plus leur pension est faible : dans la tranche d'âge des 85 ans et plus, elles reçoivent en moyenne 506 €. Ce que viennent confirmer les chiffres concernant la pauvreté qui montrent qu'au-delà de 65 ans, 83% des pensions inférieures au minimum vieillesse concernent les femmes.

Le passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul de la pension pénalise les salariés, mais plus fortement les femmes parce qu'elles ont des carrières plus fractionnées (comportant plus d'années incomplètes, de temps partiel, et plus de chômage). Lorsque les carrières sont plus courtes, sélectionner un plus grand nombre d'années oblige forcément à puiser davantage dans le lot des mauvaises.

Et maintenant l'offensive du gouvernement Raffarin : qui seraient les plus pénalisés ?

L'allongement de la durée de cotisation à 40 ans pour le public est une des mesures centrales annoncées par le gouvernement au nom de l'"équité public-privé. Il s'accompagne d'un projet de "décote", qui se situerait à 3% par année manquante. Il s'agit là d'une attaque dont les conséquences seraient extrêmement graves si cette mesure était adoptée. Ce projet s'appuie sur certaines des orientations proposées par le Conseil d'orientation des retraites (COR) dans son rapport de 2001, et on constate sans surprise que ce sont les plus régressives des propositions qui sont sélectionnées. Compte tenu de l'impact excessivement pénalisant de cette décote sur les carrières courtes (les carrières courtes concernent particulièrement les femmes, et plus

généralement les précaires, les immigré-es, toutes les personnes qui ont de longues périodes de chômage non indemnisé) et sur les carrières à temps partiel (donc essentiellement sur les femmes), le COR préconisait des études détaillées "pour éviter les conséquences non souhaitables notamment pour les femmes"… Le COR a le sens de l'euphémisme ! Quels sont les résultats de ces études ? Où sont les propositions pour annuler les "conséquences non souhaitables pour les femmes" ?

Dans le secteur public, comme dans le privé, la différence entre les durées de carrière des hommes et des femmes est très marquée : dans la fonction publique territoriale et les hôpitaux, seulement 22 % des femmes ont effectué des carrières complètes, contre 59% des hommes. Chez les fonctionnaires civils, 51% seulement des femmes et 72% des hommes ont une carrière complète . Le projet Raffarin, sous prétexte d'équité entre le public et le privé, revient à faire payer plus particulièrement les femmes …Il s'attaque à celles qui, en majorité, ont déjà les pensions les plus faibles.

Amélioration de l'emploi des jeunes, des seniors, …

Parmi les grands principes affichés par le gouvernement pour guider la réforme, figurent "les politiques tendant à améliorer l'emploi et à augmenter le taux d'activité à la fois des jeunes et des seniors". Améliorer la situation de l'emploi est bien sûr une excellente mesure, qui contribue à augmenter le nombre de cotisants. L'affichage officiel ne va toutefois pas jusqu'à parler du plein emploi. Et là encore, pas un mot sur l'emploi des femmes. Il devrait pourtant être très présent étant donné que chez les jeunes comme chez les seniors, les femmes représentent la majorité des chômeurs. Parmi les 15-24 ans, les jeunes femmes ont un taux de chômage de 21.8% contre 16.2 % pour les jeunes hommes, ce qui s'apparente à de la pure discrimination car les jeunes femmes sont plus diplômées que les hommes. Chez les 50-59 ans, le taux de chômage est de 7.6% chez les femmes et de 5.3 chez les hommes. Améliorer l'emploi des jeunes et des seniors devrait donc signifier se pencher enfin sur la question du chômage des femmes.

L'emploi des femmes, le grand oublié

Au-delà des seules catégories des jeunes et des seniors, l'emploi des femmes constitue une voie intéressante qui combine l'amélioration du financement des retraites et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Le potentiel du plein emploi des femmes en terme de financement des cotisations est important, mais il est très souvent sous-évalué : les raisons relèvent plus de la négligence de la dimension homme/femme que d'une appréciation réelle de la situation. Le taux d'activité des femmes conditionne fortement la valeur du ratio inactifs/actifs. Pourtant il n'est que rapidement évoqué dans le rapport du COR qui met en avant que "l'analyse des évolutions passées et la réflexion sur les perspectives futures" de l'activité féminine reste délicate (page 121). Le rapport cite la mise en place de l'APE (allocation parentale d'éducation) et son extension en 1994 aux familles de 2 enfants comme un des éléments "rendant difficile l'exercice de prévision ". Le COR reconnaît que "des marges d'augmentation de l'activité féminine existent" mais il ne les explore pas. Elles sont pourtant bien réelles. Avoir un emploi est le désir de 6 femmes au foyer sur 10. L'accès à un emploi reste la condition nécessaire à l'autonomie financière et à l'émancipation des femmes, même s'il n'est pas à lui seul suffisant pour assurer l'égalité entre hommes et femmes.

Mener une politique permettant une pleine participation des femmes au marché du travail devrait être un des principes qui guident la réforme des retraites. Elle permettrait d'augmenter le nombre de cotisants et d'améliorer ainsi le financement des retraites. Contrairement aux idées reçues, une plus grande activité des femmes n'est pas cause de chômage, mais est créatrice d'activités nouvelles. Elle transfère dans le domaine marchand une grande part des activités socialement indispensables jusque-là réalisées par les femmes dans la sphère domestique. C'est un cercle vertueux qui, en offrant une plus grande disponibilité de gardes d'enfants, de services de proximité et d'aide à la dépendance des personnes âgées, permet aux femmes d'avoir un emploi. D'autres emplois induits concernent la restauration, le médical, le para médical, la culture, les loisirs, les collectivités territoriales… Dans les pays où le taux d'activité des femmes augmente, le taux de chômage diminue et réciproquement .

La pleine participation des femmes au marché du travail constitue donc un facteur puissant de croissance, et en particulier d'une croissance générée par la satisfaction des besoins sociaux. Ceux-ci constituent un vrai gisement d'emplois ; ils peuvent être organisés à temps plein, d'une manière collective plus qu'individuelle, dans un cadre professionnel, et loin de la précarité qui les caractérisent actuellement. Ils nécessitent de réelles qualifications et ils doivent être valorisés et mieux payés. Et surtout, au-delà des stéréotypes, ils s'adressent aux femmes comme aux hommes et doivent être mixtes.

L'activité des femmes apparaît donc un paramètre important pour le financement des retraites et elle dépend essentiellement des politiques menées. La disponibilité de modes de gardes d'enfants ou de services aux personnes âgées, leur coût, leur qualité, sont des déterminants majeurs dans la décision d'activité des femmes et/ou dans l'option du temps partiel, abusivement qualifiée de libre choix. De même, l'allocation parentale d'éducation a été une incitation majeure pour les femmes à quitter le marché du travail : actuellement près de 500 000 femmes en sont prestataires.

S'il est un domaine où jouent à fond les effets incitatifs ou au contraire dissuasifs des politiques, c'est bien celui de l'activité des femmes. Augmenter leur taux

d'emploi nécessite de mener une politique volontariste et cohérente, dans tous les domaines - social, familial, fiscal- qui comprend entre autres le développement d'un service public de garde d'enfants, d'aide à la dépendance des personnes âgées (structures collectives, avec qualification, reconnaissance et mixité des emplois), la suppression de l'allocation parentale d'éducation et une campagne pour une meilleure répartition entre homme et femme du travail rémunéré (professionnel) et non rémunéré (éducation des enfants, tâches domestiques). Dans le domaine fiscal, le régime d'imposition des ménages est également très influent : l'imposition commune décourage l'activité des femmes puisque, du fait de la progressivité de l'échelle fiscale, leur revenu est frappé d'un taux d'imposition plus élevé que dans le cas d'une imposition séparée. Plus la différence est grande entre les revenus des époux, moins elle incite à l'activité salariée de la femme. L'imposition séparée est de loin le meilleur régime fiscal pour favoriser l'emploi des femmes.

Chiffrer le potentiel de l'activité des femmes

Actuellement en France, le taux d'activité des femmes est de 79% dans la tranche des 25-54 ans, contre 94% pour les hommes. Ce taux est pour les femmes bien inférieur à celui de pays nordiques comme la Suède. En l'absence d'obstacles à l'emploi des femmes, il n'y aurait pas de raisons pour que les taux d'activité et les taux de chômage des femmes et des hommes diffèrent. Il y a donc un gain potentiel de 1,8 million de femmes actives supplémentaires. C'est un chiffre très significatif qui représente environ 7% de la population active totale projetée en 2020. On peut rappeler que le taux de chômage actuel est de 9%, et que les projections les plus favorables dans les évaluations sur les retraites le ramènent à 3%, soit un gain de 6% de la population active. Le gain potentiel de l'activité des femmes est donc supérieur au gain envisagé sur la réduction du chômage. Il justifierait de mettre cet objectif de plein emploi des femmes au rang des priorités politiques de la réforme des retraites. Mais il semble bien éloigné du projet actuel du gouvernement.

Encadré : retraites comparées des femmes et des hommes (chiffres issus de DREES, échantillons inter-régimes 2001)

·En 2001, les retraités - hommes et femmes confondus - percevaient en moyenne, au titre des régimes de base et complémentaires, un montant global de pension égal à 1126 € par mois. Les femmes retraitées ont touché en moyenne 848 € par mois et les hommes retraités 1461 €, soit 72% de plus que les femmes.

-·En ce qui concerne les seules pensions de droit direct (c'est à dire hors avantages familiaux et hors pension de réversion), les femmes ont touché 650 € et les hommes 1383 €, c'est à dire plus du double. En comparaison, la pension moyenne d'un retraité du public est supérieure de 26% à celle d'un retraité du privé.

-·Dans le secteur public, l'écart entre hommes et femmes est moins grand que dans le secteur privé : les pensions des hommes sont « seulement » 30% plus fortes que celle des femmes.

-·En 1997, 3 retraités sur 10 ont perçu une retraite inférieure au minimum vieillesse : parmi ces retraités "pauvres", 83% sont des femmes.

-·Parmi les retraités, 85% des hommes ont effectué une carrière complète contre seulement 39% des femmes.

-·Compte tenu de leur trop faible nombre d'annuités de cotisation, les femmes sont amenées à repousser leur départ en retraite, ce qui fait qu'elles partent en moyenne 2 ans plus tard que les hommes.

Ces écarts entre hommes et femmes avaient tendance à se réduire au cours du temps : il est probable qu'ils vont maintenant s'accroître, du fait du fort développement du travail à temps partiel et des emplois précaires qui touchent majoritairement les femmes, du fait de l'impact des mesures Balladur et de l'Allocation parentale d'éducation.

Contact pour cet article. genre@attac.org

Un programme pour la paix

Par David Cortright
Traduction. Cécile Odartchenko, Stan Gir, Vincent Martino et Jean-Christophe Helary. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

The nation April 21 www.thenation.com

Alors que le gouvernement Bush poursuit son invasion illégale et injustifiée de l'Irak, il nous faut nous armer pour faire face aux jours difficiles qui nous attendent. Il nous faut aussi nous persuader que notre travail en faveur de la Paix ne fait que commencer.

Il ne faut ni faiblir dans nos critiques fondamentales sur la guerre de Bush ou nous laisser bâillonner. Cette guerre était et est complètement inutile, l'Irak était en train d'être désarmé dans le cadre d'un processus diplomatique pacifique. Il avait fait de nombreuses concessions aux demandes de l'ONU et avait commencé à détruire ses fusées et à dévoiler ses activités en matière d'armement quand les USA lancèrent leur attaque. Une guerre sans raisons contre un autre pays, sans l'approbation du Conseil de Sécurité, est illégale devant la loi des USA comme devant la loi internationale. Une telle guerre ne peut jamais se justifier.

La guerre rend notre action plus importante et nécessaire que jamais, elle comporte de nouveaux défis importants, mais offre également de nouvelles possibilités. Il nous faut organiser une large campagne

pour répondre aux causes et aux conséquences de cette guerre et éviter de telles aventures dans le futur.

Il nous faut tout d'abord reconnaitre les résultats extraordinaires obtenus ces derniers mois. Nous avons réussi à lancer le mouvement en faveur de la paix le plus grand et bénéficiant de l'assise la plus large de toute l'histoire. Un mouvement auquel ont adhéré des millions de gens tant ici que dans le reste du monde.

Jamais auparavant, les églises des Etats Unis depuis la Conférence des Evêques Catholiques jusqu'au Conseil national des Eglises, n'avaient uni leurs voix aussi résolument contre la guerre. Jamais jusqu'alors autant de Syndicats n'avaient soutenu le mouvement anti-guerre. Pratiquement, de chaque secteur de la société civile : cadres et dirigeants d'entreprises, groupes d'action féminines, défenseurs de l'environnement, artistes, musiciens, afro-américains, latins, s'est élevée une forte protestation contre la guerre. Des réunions et des veillées contre la guerre ont été organisées dans des milliers de communautés et de nombreuses municipalités ont voté des déclarations anti-guerre.

Le fait que cet effort n'ait pas réussi à faire éviter la guerre est le reflet non de notre faiblesse mais de l'échec de la démocratie aux USA ainsi que de la puissance du militarisme dans ce pays.

Le gouvernement Bush a fait preuve du mépris le plus total de l'opinion publique tant américaine qu'étrangère. Il a utilisé la crainte légitime du terrorisme pour justifier un prétendu lien entre l'Irak et Al Qaeda et a refusé d'informer la Nation ou le Congrès sur le coût de l'invasion et de l'occupation de l'Irak jusqu'à ce que la guerre ait été commencée.

Notre objectif immédiat dépendra de la tournure que la guerre prendra, qu'il s'agisse d'une rapide campagne "victorieuse", ou qu'elle devienne une guerre de harcèlement s'étirant en longueur et accompagnée d'attaques de franc-tireurs et de guérilla. Nous espérons que les pertes seront limitées des deux cotés, mais nous savons qu'une victoire rapide ne pourra que favoriser la politique que nous abhorrons. Nous exhortons notre gouvernement de faire le maximum pour éviter pertes humaines et destructions inutiles.

Notre programme à court terme devrait inclure les points et les requêtes suivantes :

- Protéger les innocents : Les USA devraient apporter une aide humanitaire et économique massive au peuple iraquien ainsi qu'aux autres populations vulnérables de la région. Nous devrions aider à la reconstruction et au développement de l'Irak. Cette assistance devrait être le fait d'Agences Civiles et non pas du Pentagone. Nous devrions également fournir le chiffre exact des victimes civiles.

- Apporter notre soutien aux femmes et aux hommes des forces armées. Nous regrettons que le Haut Commandement les ait envoyés effectuer cette mission inutile, mais nous les respectons et les remercions pour leur service. Nous requérons une assistance toute spéciale aux familles des militaires et des réservistes qui ont été envoyés dans le Golfe Persique et un effort particulier pour résoudre les problèmes médicaux de ceux qui auront servi dans le golfe. Plus de 167.000 vétérans souffrent encore d'handicaps suite à leur participation à la première guerre du Golfe. Nous condamnons les diminutions d'indemnisation des vétérans approuvées par le Congrés dominé par les républicains et réclamons une amélioration de l'aide médicale et des autres soutiens accordés aux vétérans.

- Rapatrier les troupes : Nous exigeons le retrait des forces armées US de l'Irak aussitôt que possible et nous nous opposons à leur séjour à long terme ou à la création de bases US permanentes en Irak.

- Pas de guerre ou de menace militaire contre l'Iran : Nous nous opposons à toute tentative d'influencer ou de menacer l'Iran d'une invasion. Nul n'ignore que les extrémistes à Washington et en Israël sont favorables à une attaque de l'Iran qui constituerait la phase suivante de la " guerre au terrorisme ". Cela serait une autre catastrophe pour la cause de la Paix contre la quelle il faut résister.

- Pas de guerre pour le pétrole : Nous nous opposons à toute tentative US en vue de s'emparer du contrôle du pétrole Iraquien ou d'obtenir un pourcentage sur les revenus du pétrole iraquien. La propriété du pétrole iraquien doit rester au peuple iraquien. L'Irak a été la première nation arabe à nationaliser ses ressources pétrolières et elle doit être autorisée à en garder le contrôle pour reconstruire son économie et sa société.

- Paix au Proche-Orient : Les USA doivent apporter un concours actif à un véritable processus de paix entre Israël et la Palestine.

Nous devons faire pression sur les deux cotés afin qu'un accord de paix mette fin aux violences et permette la création de deux états souverains et viables.

- Désarmement de la Région : Les accords de cesser le feu après la première guerre du golfe en 1991 spécifiaient que le désarmement de l'Irak devait constituer le premier pas vers la création dans le Proche-Orient d'une " Zone sans armes de destruction massive " . Leur élimination en Irak devrait par conséquent être suivie de leur élimination dans toute la région.

Notre réponse à la guerre et à l'occupation militaire de l'Irak, doit également inclure une vision à plus long terme d'une politique alternative de sécurité pour notre pays.

Le gouvernement Bush prétend que l'alliance mortelle du terrorisme et des armes de destruction massive

requiert une politique extérieure radicalement nouvelle basée sur les actions militaires préventives et sur l'affirmation unilatérale de la puissance technologique des USA. C'est là la politique qui a été appliquée en Irak. IL nous faut proposer une optique alternative, qui prenne au sérieux le terrorisme et le danger de la prolifération, mais qui permette une stratégie plus sure, moins couteuse, et finalement plus efficace de faire face à ces menaces.

Les grandes lignes de notre stratégie alternative apparaissent dans les propositions que nous avons faites dans le débat en cours sur l'Irak.

Nous sommes en faveur du désarmement de l'Irak, de la Corée du Nord et des autres pays considérés par la communauté internationale comme des puissances nucléaires potentielles.

Nous sommes en faveur de missions sévères de contrôle des armements par les Nations Unies pour vérifier le désarmement.

Nous comptons sur notre gouvernement pour agir diplomatiquement au travers du conseil de Sécurité des Nations Unies. Nous sommes en accord avec des sanctions ciblées (restrictions en matière financière et de voyage de certaines personnalités et embargo sur les armes) et tous autres moyens pour controler les pays récalcitrants.

Nous sommes également d'accord avec la suppression des sanctions et l'offre d'incitations comme moyens de persuasion. Nous soutenons la campagne contre le terrorisme et sommes en faveur d'efforts accrus de coopération en vue de trouver les responsables de l'attentat du 11 septembre 2001 ainsi que pour le gel de leurs avoirs.

Dans le même temps, nous déclarons qu'au bout du compte, le désarmement doit être universel. Le désarmement de l'Irak doit être lié au désarmement régional, qui lui même doit être lié au désarmement mondial. Le système à deux poids et deux mesures des USA et autres pays nucléaires aux termes duquel, ils pourraient indéfiniment posséder ces armes terribles tout en les interdisant au reste du monde ne peut pas durer. Le Traité de Non-Prolifération Nucléaire de 1968 était basé sur un marchandage – Les puissances nucléaires confirmant leur accord de poursuivre le désarmement à condition que le reste du monde renonce à l'option nucléaire.

Plus les USA et leurs partenaires nucléaires refuseront de se soumettre à leur obligation de se désarmer, et plus il y a de chance que le régime de non-prolifération s'écroule.

La seule vraie garantie contre les dangers nucléaires est l'application d'un bannissement total des armes nucléaires. Les armes chimiques et biologiques sont déjà bannies.

Le danger beaucoup plus terrible de l'armement nucléaire doit lui aussi faire l'objet d'une interdiction universelle.

Cette interdiction universelle des armes de destructions massives est la meilleure protection contre le danger que des terroristes puissent en acquérir et les utiliser. Par conséquent, l'obligation de désarmer faite à l'Irak doit être appliquée au monde entier. Toutes les armes nucléaires, chimiques et biologiques ainsi que les fusées à longue portée devraient être bannies partout, par tous les pays. Tel est la voie vers un futur plus sur.

Evidemment, bannir les armes de destruction massive n'aurait aucun sens, sans l'existence de moyens surs et efficaces d'en contrôler le respect.

Pour obtenir le désarmement du monde, il nous faudrait des mécanismes de contrôle et de coercition beaucoup plus puissants que ceux existant actuellement. Les politiques que nous avons défendues pour le désarmement pacifique de l'Irak – inspections rigoureuses, sanctions ciblées, et diplomatie coercitive multilatérale – peuvent et doivent être appliquées universellement pour se débarrasser réellement de façon universelles des armes de destruction massive.

La capacité d'inspection des Nations Unies devrait être centuplée et déployée dans le monde entier pour contrôler et vérifier le bannissement universel des armes de destruction massive.

Les nations qui refuseraient de se plier à cette interdiction devraient faire l'objet de sanctions ciblées et de pressions diplomatiques de la part des Nations Unies et d'autres organismes de sécurité régionale.

Vice-versa les pays coopérant avec ces organismes devraient bénéficier d'incitations sous forme d'aide économique, de préférences en matière de commerce et de technologie, ainsi que d'une assurance en matière de sécurité. Une telle politique combinée à un engagement sérieux en faveur d'un développement soutenable des pays en développement, constituent un moyen viable d'assurer le respect d'un mandat de désarmement mondial.

Il ne s'agit pas là d'un pacifisme, prohibant toute utilisation de la force armée. La menace militaire est parfois une composante nécessaire d'une action de pression diplomatique.

Dans certaines circonstances, l'usage effectif de la force, idéalement de façon limitée et bien ciblée, et avec l'aval du Conseil de Sécurité des Nations Unies ou des organismes de sécurité régionale, peut être nécessaire.

Contrairement à ce qui fut le cas avec le gouvernement Bush, l'approche que nous proposons, pourrait permettre l'usage de la force en dernier ressort, quand

tous les autres moyens diplomatiques pacifiques auraient échoué et seulement avec l'autorisation expresse du Conseil de Sécurité des Nations Unies ou des organismes de sécurité régionale.

Dans aucun cas, les USA ou tout autre pays n'auraient le droit de lancer une invasion militaire en vue de renverser un gouvernement pour éxécuter une opération de désarmement.

Les USA devraient plutôt respecter la Charte des Nations Unies et s'efforcer d'obtenir le désarmement et de résoudre les différents entre les pays par des moyens diplomatiques pacifiques.

Le défi que nous affrontons en voulant réaliser ces objectifs à court et à long terme, est de changer l'orientation politique et le pouvoir aux USA.

Dans les débats politiques qui suivront, il nous faudra concentrer nos énergies en vue de créer une assise politique massive susceptible de présenter des candidats pour défendre cette vision.

Nos chances d'éviter de futurs désastres militaires dépendent à court terme du départ du gouvernement Bush et de l'élection d'une nouvelle équipe politique orientée vers la coopération internationale et la paix. Il s'agit là d'un défi politique considérable, qu'il sera très difficile de mener à bien avant novembre 2004.

Il nous faut nous y mettre dès maintenant, toutefois, il nous faudra rester ferme sur cet objectif dans le futur, en se préparant dés maintenant pour des élections futures qu'il y aura probablement lieu d'attendre pour arriver à nos fins.

Nous devons également être conscients de l'énormité du défi que nous devons affronter en cherchant à réduire le pouvoir de-facto du complexe militaro-industriel qui constitue un véritable gouvernement occulte quelque soit le parti officiellement au pouvoir.

Cela ne sera possible que grâce à l'appui d'un mouvement-citoyen de masse décidé à venir à bout à long terme du défi constitué par le changement total du rôle des U S A dans le monde. Cette tache commence maintenant, alors que l'invasion de l'Irak continue. Nous n'avons pas le temps de nous lamenter. C'est une vie entière dédiée à l'organisation et à la formation qui nous attend.

Réponse 1
Un agenda pour la Justice
by Phyllis Bennis & John Cavanagh

David Cortright a présenté plusieurs aspects d'un agenda pour aider le mouvement pacifiste américain à passer d´un travail immédiat consistant à arrêter cette guerre pour continuer à élargir l'extension de notre mouvement en un nouveau collège électoral. Nous aimerions ajouter quelques pensées aux challenges que nous relevons en essayant aussi de créer un agenda pour un mouvement pacifiste mondial tout en élargissant la branche américaine de ce mouvement.

Premièrement, sur le front domestique, nous rajouterions aux idées de Cortright un agenda de la justice tel que celui articulé dans les campagnes pour la Paix et la Justice et dans les débats des nombreux conseils de villes dans les 162 villes qui ont voté des résolutions contre la guerre. Ici deux thèmes sont primordiaux : protéger les libertés civiles, particulièrement concernant les agressions envers les Arabes et les autres communautés d'immigrés ; et la menace plus large de nos droits constitutionnels, en déplaçant les priorités nationales de l'obésité militaire vers les besoins domestiques, spécialement en temps de crise des budgets de la ville et de l'Etat.

Dans ces deux domaines, maintenir le lien entre la conduite d'une guerre et ses conséquences domestiques à été décisif dans la mobilisation de collèges importants, particulièrement dans les communautés multiculturelles, et permettant d'intégrer les mouvements pacifistes américains longtemps isolés.

Nous proposerions aussi d'élargir notre agenda maintenant pour refléter la réalité de notre mouvement planétaire émergeant. Spécialement depuis les actions pacifistes coordonnées mondialement dans plus de 600 villes autour du monde le 15 février, le caractère international de notre mouvement s'est renforcé.

Virtuellement, partout dans le monde, les forces pacifistes sont d'accord sur le fait que cette guerre n'est pas due aux armes de destruction massive ou à un quelconque soucis de démocratisation et la problématique n'est pas simplement la guerre en Iraq aujourd'hui mais la conduite inconséquente de l'administration Bush vers l'empire et le pouvoir.

En construisant nos liens avec d'autres parties de cette mobilisation internationale, nous renforcerons notre propre identité de mouvement « anti-empire » tout en incluant notre gouvernement dans la liste des « états voyous » identifiés.

Il est également fascinant de noter qu'en France, en Allemagne, en Italie, au Brésil, aux Philippines, et dans bien d'autres pays (plus qu'aux Etats-Unis), les mouvements pour la paix sont constitués largement des mêmes forces que les mouvements anti-mondialisation capitaliste ou que les mouvements pour la justice mondiale, et réclamant la paix, ils pressent pour un ordre mondial plus équitable et durable.

Cela prendra du temps pour faire émerger un agenda unificateur pour le "mouvement pour la paix mondiale", mais s'ajoutant à l'excellent agenda universel pour le désarmement que Cortright a présenté, il peut inclure le suivant :

Soulignant la primauté de l'internationalisme et la centralité des Nations Unies dans tous nos travaux. Cela signifie que nous réclamons l'ONU comme notre, en tant que partie de la mobilisation mondiale pour la paix, et travaillant à autoriser les Nations Unies pour remplacer légitimement l'empire américain, auquel nous retirons nos suffrage. Même maintenant, tout en continuant à demander une fin immédiate à la guerre, nous devons souligner le besoin de la prise en charge de la gestion de la crise humanitaire en Irak par les Nations Unies, et non par le Pentagone.

Nous sommes maintenant engagés dans la construction d'un mouvement mondial pour la paix et la justice dans un monde d'un genre nouveau, et nous avons besoin d'une nouvelle stratégie mondiale qui continue de construire un chemin au-delà des stratégies visant les menaces sécuritaires aux habitants des Etats-Unis.

Réponse 2
Aujourd'hui l'Irak, demain ...?
par Bill Fletcher Jr.

La guerre n'a que deux semaines mais l'administration Bush a réussi sans précédent d'isoler les États Unis du monde entier et même de ses alliés historiques. Ceci n'est pas un problème de relations publique mais le résultat d'une opposition généralisée aux objectifs de la politique étrangère des États Unis. Pour les masses de la rue, cette guerre illégale et agressive défie l'entendement.

La droite est en train d'essayer d'utiliser le patriotisme contre le mouvement anti-guerre, et je pense que Cortright prend trop de précautions dans sa réponse. Nous devons continuer de faire pression pour faire cesser les combats et nous devons insister sur le fait qu'une opposition à cette guerre ne veut pas dire que nous ne soutenons pas les troupes mais bien le contraire: nous les soutenons en demandant leur retour immédiat ici.

De très loin le plus grand défi auquel fait face le mouvement anti-guerre est d'étendre son champ pour s'opposer à toute l'étendue des nouvelles mesures de sécurité nationale mises en places par l'administration Bush. Le fait que le régime de Hussein soit si impopulaire, aussi bien en Irak que dans le reste du monde, a facilité la mise en place des premières étapes de la doctrine de guerre préemptive. Alors que l'administration espère clairement qu'une invasion et une occupation réussie de l'Irak l'autorisera à remodeler d'autres régimes, le mouvement anti-guerre américain doit faire la connexion entre la folie et l'immoralité de cette invasion, et la nouvelle doctrine impériale de cette administration. Avec ceci à l'esprit, le mouvement anti-guerre américain doit suivre le programme suivant:

Cessation immédiate des hostilités: malgré le fatalisme répandu par les médias le mouvement anti-guerre doit exiger l'arrêt de l'invasion anglo-américaine et la réintroduction des Nations Unies en tant qu'institution pacificatrice.

Opposition à la construction de l'empire et combat pour une politique extérieure démocratique: l'agression américaine n'a pas commencé, et ne finira pas, avec l'invasion de l'Irak. Le mouvement anti-guerre doit lutter contre la politique de sécurité nationale de l'administration Bush. Nous devons proposer une vision alternative de la relation entre les US et le reste du monde, non seulement par souci du coût et des risques mais par souci de justice.

Retrait des armes de destruction massive du Proche Orient: Cortright dit à juste titre que "le désarmement doit être universel" mais oublie de faire référence explicitement à Israël qui possède un nombre non déclaré d'armes de destruction massive. Des mesures doivent être prises pour faire du Proche Orient une région sans aucune de ces armes.

Soutien à l'autodétermination des palestiniens: jamais le Proche Orient ne sera en paix si les palestiniens n'ont pas accès à leurs droits souverains et à leur sécurité. Aussi longtemps que le gouvernement israélien est autorisé à prolonger l'occupation des terres palestiniennes et à supprimer le mouvement palestinien les graines du terrorisme et de la déstabilisation trouveront un terrain fertile.

Continuité de l'élargissement du mouvement anti-guerre: la guerre en Irak ainsi que "la guerre contre le terrorisme" sont utilisées pour mettre en place un programme d'extrême droite. La répression à l'intérieur est en augmentation, des stratégies économiques anti-ouvriers sont mis en places pour étouffer le secteur et les services publics tout en renforçant l'armée, la stigmatisation des arabes, musulmans, ou ressortissants d'Asie centrale est quotidienne. Le mouvement anti-guerre doit élargir son champ pour inclure ces problèmes tout en s'étendant pour être plus représentant de la diversité des mouvements sociaux progressistes aux États Unis, en particulier dans les communautés ethniques.

Réponse 3
Toward a Global Movement
par Medea Benjamin

Je trouve la communication de David Cortright utile mais limitée. L'aspect le plus excitant de l'organisation du mouvement anti-guerre a été sa portée mondiale. Tandis que nous avions déjà dans le mouvement anti-globalisation formé des liens importants avec les mouvements de base outre atlantique, l'organisation du mouvement anti-guerre nous a donné l'opportunité de nous étendre géographiquement dans des régions comme le Moyen-Orient, où nous avions des contacts moins développés; de multiplier nos actions avec un spectre impressionnant de secteurs, des conseils municipaux aux mouvements des femmes et des droits de l'homme aux organisations telle que le NOW et le

NAACP; et mieux encore de lier le mouvement pour la paix avec le mouvement de lutte contre le néolibéralisme dominant.

Comment exploiter ces forces vives? Organiser, organiser ,organiser. Organisons plus de forums où nous paraîtrons physiquement pour nous rencontrer et élaborer des stratégies. Envoyons des militants de base dans les endroits chauds du monde. En Corée du Nord et du Sud - en Iran - en Syrie - pour contacter les groupes locaux appropriés afin d'éviter une prochaine guerre, au lieu d'envoyer des boucliers humains à la dernière heure. Commençons une campagne mondiale pour la démocratisation des Nations Unies en donnant plus de pouvoir à l'assemblée générale qu'au conseil de sécurité. Canalisons le sentiment anti-américain à l'étranger en organisant des boycotts contre les corporations qui profitent de la guerre. Lançons des campagnes mondiales de base pour obliger les Etats-Unis à signer des traités internationaux auprès de la cour de justice internationale ou le protocole de Kyoto. Travaillons avec les communautés locales où sont basées les troupes américaines, commençons un mouvement "Retour des troupes" stoppons l'expansion des bases américaines et commençons le démantèlement des centaines de bases existantes à l'étranger.

Ici, chez nous notre plus grand défi est de nous assurer que la coalition anti-guerre ne s'effondre pas dès que la crise est terminée. Cela implique de faire le lien entre l'opposition à la guerre et les problèmes domestiques urgents: se coaliser avec les gens qui luttent contre les coupes de budgets pour s'opposer aux dépenses militaires qui volent nos écoles,nos hôpitaux et nos programmes de logements faisons cause commune avec les émigrés et les groupes ethniques qui se sont trouvés en péril au lendemain du 11 septembre et travaillons avec les libertaires et les conservateurs pour nous opposer à l'érosion de nos libertés.

Tout en soutenant Cortright qui propose de nous organiser pour empêcher Bush d'être élu en 2004, prenons aussi conscience que le système bipartite ne marche plus, que les démocrates ont du sang sur les mains pour avoir donné leur aval à cette guerre et que nous devons faire émerger un système multipartite et ouvrir un espace pour des partis véritablement progressistes comme les verts afin que la démocratie reprenne racine dans notre pays.

Les six mois frénétiques passés à s'organiser nous ont appris quelle était la formidable force mondiale. C'est en renforçant ce mouvement global pour la paix et la justice - un mouvement jamais vu jusqu'à ce jour que nous pouvons apporter des changements significatifs là où les décisions sont prises pour notre communauté et dans quels intérêts elles sont prises. C'est en rodant le muscle de cette nouvelle super-puissance qu'est l'opinion publique, que nous pourrons - à long terme- défier les pouvoirs dominants, militaires et affairistes, qui nous ont entraînés dans cette sale guerre.

Au-delà de l'Irak : puissance américaine et pauvreté mondiale

Par Marc Lopatin, attaché de presse pour War on Want
Traduction Coorditrad traducteurs bénévoles (*)

Les Nations unies préparant le banc des remplaçants pour l'Irak et les négociations commerciales multilatérales approchant de l'asphyxie viennent compléter le tableau du bilatéralisme destructeur américain en termes de diplomatie, de puissance et de commerce.

Comme un haut responsable du département de la Défense américain l'a récemment affirmé : “ Pourquoi ne pas utiliser la politique commerciale pour récompenser nos amis, et pour sanctionner ceux dont nous n'avons pas le soutien ? ” Après tout, dans quel autre pays au monde un chef d'Etat peut se permettre de réclamer 75 milliards de dollars en fonds d'urgence pour financer une guerre, tout en assurant une baisse de 350 milliards de dollars d'impôts au profit des riches sur les dix années à venir ? Cela équivaut à dépenser en conflit le PIB des Philippines, en abandonnant des recettes égales au PIB de l'Australie.

Le pouvoir de l'argent

Le budget militaire américain s'est élevé à 400 milliards de dollars, soit huit fois le flux d'aide mondiale, alors que les 3,5 milliards de dollars de soutien à l'industrie aéronautique américaine annoncés la semaine dernière équivalent à presque 75 % du Trésor de guerre de Gordon Brown.

La prédominance de l'économie américaine – et ses conséquences sur le paysage économique mondial – se sont construites sur une combinaison de violence, de menaces et d'influences, laissant une traîne de partenaires commerciaux exsangues abandonnés au cours de sommets de l'OMC. Les négociations habituelles des droits de propriété intellectuelle, les aides à l'exportation, les droits de douane à l'importation et le droit divin des flux de capitaux ne risquent pas d'envoyer des millions de gens battre le pavé, mais on ne peut en aucun cas nier qu'il s'agisse du véritable “ nerf de la guerre ” dans une économie mondiale.

En 2001, le PIB des Etats-Unis s'élevait à 10 000 milliards de dollars – soit plus du double que le Japon, qui arrive en deuxième place. Le plus grand importateur et exportateur de marchandises et de services commerciaux au monde a vu naître 24 des 100 premiers groupes non financiers classés en fonction des bénéfices obtenus à l'étranger. En février 2003, le représentant américain pour le Commerce international, Robert Zoellick, a annoncé au Congrès que les

exportations américaines assuraient 12 millions d'emplois bien payés.

Des faits aussi incontournables ont conduit les théoriciens de la droite américaine de la Heritage Foundation à la conclusion suivante, dans un bulletin d'avril 2002 : “ L'Amérique a besoin de plus de commerce, pas de moins. Avec 96 % des consommateurs mondiaux vivant en dehors des Etats-Unis, l'économie américaine dépend grandement du commerce international. ”

Ensemble, nous sommes divisés

Si maintenir et étendre ces indicateurs de puissance représente un fardeau pour l'Empire, alors le monde entier pourrait faire l'expérience d'une nouvelle ère d'un ordre bilatéral américain. Cette probabilité s'est affirmée quand les négociations sur le commerce multilatéral ont été suspendues, après que certains membres de l'OMC n'ont pas atteint la date butoir du 31 mars d'une position agricole commune en prévision du sommet ministériel de l'OMC en septembre à Cancun, au Mexique.

D'autres failles commencent à apparaître. Il y a quelques semaines, l'OMC a décrété que les Etats-Unis avaient violé le droit du commerce international en imposant l'an dernier une taxe de 30 % sur les importations d'acier. Les Américains ne portent pas de crédit à de telles lois. Les Etats-Unis sont déjà sous le coup d'une résolution de l'OMC de 2002 qui déclare illégaux les abattements de taxes sur leurs exportations. L'Union européenne, peu tendre quand il s'agit de subventions, est maintenant en droit de menacer les Etats-Unis de payer 4 milliards de dollars de sanctions.

Selon les remarques d'un haut responsable du Programme de développement des Nations unies, concernant le sommet de l'OMC de Doha en novembre 2001, les Etats-Unis n'ont pas hésité à faire prévaloir leur puissance : “ Quand on dit d'un accord qu'il est “multilatéral”, cela veut dire que son contenu est le produit d'un bras de fer et d'un jeu d'intimidation bilatéral. Au sommet de Doha, les ambassadeurs des pays africains ont été confinés dans leur hôtel pendant que les Américains faisaient pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils les rappellent. ”

La défaite approche

Cependant, ces guerres commerciales périodiques sont symptomatiques d'un malaise plus profond dans l'économie capitaliste américaine. L'administration Bush est bien consciente que le pays est en train de perdre son statut dans de nombreux secteurs tels que la technologie, l'électronique, la biotechnologie et le secteur pharmaceutique. Il y a aussi le spectre des réserves énergétiques en déclin, qui évidemment renvoie à l'actuel conflit en Irak.

Robert Wade, professeur d'économie politique à la London School of Economics, pense que la guerre en Irak pourrait être le point de départ d'un bilatéralisme renforcé : “ Les conséquences dramatiques de la guerre en Irak pourraient encourager certaines personnes de l'administration Bush et du Trésor américain à étendre leurs ambitions économiques et à se diriger encore plus vers la destruction du processus de mondialisation. ”

Le débat sur les droits de la propriété intellectuelle en est un clair exemple. Dans les années 1990, les pays développés tels que les Etats-Unis, le Japon et les pays d'Europe occidentale ont fait leurs adieux à l'ère industrielle pour se convertir à l'économie technologique. Les entreprises consacrées au développement de logiciels, au spectacle, aux biotechnologies et au marché pharmaceutique sont devenues les porte-drapeaux du commerce du XXIe siècle. Par la suite, ces firmes ont réclamé la protection de leur propriété intellectuelle (PI), prétextant un coût de recherche et développement s'élevant à plusieurs milliards de dollars.

Pendant que la valeur des biens accrue par la PI est montée en flèche au cours des dernières décennies, la cadence de l'innovation s'est aussi accélérée à une vitesse sans précédent (cf. toutes les évolutions de Windows). La concurrence implicite a poussé les semblables de Microsoft, Disney, Sony et IBM à accéder aux marchés les plus larges possibles afin de parvenir à un retour sur leurs investissements.

Ces dernières années ont mené à d'importantes controverses telles que les droits des géants pharmaceutiques à monopoliser les brevets sur les médicaments, au détriment des droits des pays en développement de produire des copies génériques moins coûteuses pour sauver leurs populations de maladies comme le sida. Un accord sur l'abandon des brevets pour des raisons humanitaires légitimes est tombé à l'eau à la dernière minute en décembre dernier, quand les firmes pharmaceutiques américaines ont refusé de lever les brevets au-delà d'un certain sous-ensemble de pays en voie de développement et d'une liste restreinte de maladies.

Une menace multilatérale des profits pharmaceutiques américains se profilant, le professeur Wade montre comment les Etats-Unis ont commencé à introduire des clauses de propriété intellectuelle dans des accords d'échanges bilatéraux, avec des pays tels que le Chili, allant au-delà du cadre prévu par l'OMC. “ C'est un grossier exemple du protectionnisme américain commis au nom du libéralisme. Les Etats-Unis utilisent les accords de l'OMC comme un échantillon minimum pour en extraire une protection bien plus grande encore des propriétaires de brevets américains. ”

A l'University of Columbia de New York, le professeur d'économie Jagdish Bhagwati voit, lui, se profiler un avenir encore plus sinistre : “ Les Etats-Unis utilisent

une tactique rusée. En plus des barrières protectionnistes agressives sur leurs propriétés intellectuelles, les négociateurs américains commencent à imposer des conditions financières très strictes à leurs partenaires commerciaux. " Bhagwati fait référence au récent accord passé avec le Chili qui, comme celui de Singapour, interdit l'utilisation du contrôle des capitaux. En termes financiers cela revient à larguer une bombe de dix tonnes sur les bénéficiaires, les contrôles de capitaux étant la dernière ligne de défense que possède un pays pour réguler les flux de monnaie volatile qui quittent son économie.

Le droit divin des flux de capitaux

Les retraits de capitaux soudains ont toujours laissé des traces nuisibles sur l'économie des pays en développement d'Asie et d'Amérique latine depuis 1997, quand des pays comme la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et la Corée du Sud étaient plongés dans le chaos financier tandis que les investisseurs effrayés retiraient leurs fonds. Les gouvernements étaient alors contraints de dévaluer leur monnaie pour bénéficier du soutien du FMI, causant une explosion du prix des importations et un effondrement du niveau de vie.

Si les accords commerciaux bilatéraux interdisant le contrôle des flux de capitaux deviennent de rigueur, cela signifie qu'un pays l'utilisant pour défendre son économie finira par donner une compensation aux investisseurs américains pour le dérangement. " C'est incroyable étant donné les leçons que nous avons tirées des crises financières précédentes ", affirme Bhagwati. Il ajoute : " Le Complexe trésorier de Wall Street négocie l'accès au marché des Etats-Unis en échange de garanties sous la forme de brevets protectionnistes, et de libéralisation financière de la part des partenaires commerciaux. Cela concerne la collecte de royalties pour les firmes américaines, et la sécurisation de la mobilité des capitaux vers Wall Street. Cela n'a rien à voir avec le commerce. "

Bhagwati poursuit en expliquant que le soi-disant " privilège " d'accès au marché américain est en réalité illusoire. Ses déclarations comme quoi les accords de l'OMC de la prochaine décennie se substitueraient, au final, aux présentes offres américaines d'accès au marché en tant que barrières commerciales sont peu à peu démenties dans le monde entier. Cependant, comme la régulation de l'accès aux marchés est à l'abandon, cela laisse la place aux clauses bilatérales de brevets protectionnistes et à la libéralisation financière.

La politique va même à l'encontre des dernières réflexions du FMI sur la libéralisation financière qui stipulent que les pays possédant des secteurs financiers faibles ne tirent aucun bénéfice à se contraindre aux caprices des flux financiers mondiaux. Mais ce n'est pas le genre d'évidence que l'administration Bush veut entendre. Et c'est sans surprise que le FMI a été stoppé dans son élan par son principal actionnaire (les Etats-Unis) quand il a voulu instaurer un mécanisme non rentable pour éviter à des pays aux revenus moyens, comme les récentes victimes que sont l'Argentine et le Brésil, de subir la douleur aiguë de la fuite des capitaux.

Que les Etats-Unis lient une fois de plus les échanges et les mouvements de capitaux devrait alarmer. En 1998, un groupe de militants est parvenu à stopper la planification de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Ouvrir la porte aux flux opaques d'investissements américains dans le monde entier serait le second rêve de Bush et de ses partenaires industriels, mais le projet en lui-même contient des indices d'un rejet des Etats-Unis.

Régner en superpuissance

Les anciens empires étaient traditionnellement les plus importants créditeurs au monde, régnant sur leur vaste territoire grâce au moyen simple de l'asservissement par l'endettement. Ce n'est pas le cas des Etats-Unis. La superpuissance du XXIe siècle est en fait le pays le plus endetté au monde, fort d'un déficit commercial massif promis à une hausse sans précédent, tandis que Bush lâche des milliards d'abattements fiscaux au profit d'une minorité riche. Les Etats-Unis n'arrivent à maintenir cette balance fiscale que parce qu'ils aspirent la majorité des économies du reste du monde.

La nécessité que le dollar demeure la monnaie la plus sûre au monde augmente sa valeur, permettant aux consommateurs américains de se gaver d'importations bon marché en provenance du monde entier. Les exportateurs cependant doivent stocker des milliards de dollars au sein de leur banque centrale pour se prévenir d'attaques sur leur monnaie plus faible. Ils sont en général convertis en bons du trésor américain à deux ou trois maigres pour cent d'intérêts.

Maintenant, qu'arriverait-il si un sentiment anti-américain atteignait des proportions telles que les investisseurs du reste du monde convertissaient leurs placements en euros, et que les gouvernements décidaient d'encaisser ces fameux bons du trésor américain ? Bien entendu, personne ne veut précipiter le monde vers un chaos financier, mais une telle menace pourrait bien être la seule alternative pour amener un empire aussi obtus à s'incliner…

Contact for this article. mlopatin@waronwant.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de

traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 06-05-2003 >> 13-05-2003

http://attac.org/rdv/index.html

06/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille + Fac Off (Villeneuve d'Ascq)
BELGIQUE BELGIE : http://wb.attac.be/rubrique.php3?id_rubrique=7
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Esbjerg
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Saint Dié + Romorantin + Bastia + Tregunc + Allinges + Lyon + Nantes
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

07/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Grenoble + Paris 15 + Antony + La Rochette + Quimper + Voiron + Paris 10
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Rogaland

08/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Schlierbach
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Beboerhus
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Berlin
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Annecy
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

09/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Dornbirn
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Arras + La Roche sur Yon
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

10/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Brest + Paris + Lyon + Cergy Pontoise
HELLAS : http://www.attac-hellas.org/Imerolog.htm
Athens

11/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Quentin La Poterie + Paris

12/05
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Evreux + Argenteuil + Thionville + Eaubonne + Clisson + Macon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

13/05
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Brieuc + Thonon + Concarneau + Chalons en Champagne + Lyon
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne